

## Accompagner les collectivités dans les projets d'urbanisme pour favoriser un aménagement du territoire cohérent



### REVITALISATION DES CENTRES ANCIENS

Le plan « **ACTION CŒUR DE VILLE** », destiné aux villes moyennes, lancé par le Premier ministre lors de la Conférence nationale des territoires du 14 décembre 2017 à Cahors, vise la revitalisation des centres anciens via la réorption de l'habitat vacant et la redynamisation du commerce de centre-ville. En 2018, **CAHORS** et **FIGEAC**, lauréates de ce dispositif, ont conventionné avec l'État afin de mettre en œuvre sur cinq ans leur stratégie de revitalisation de leur « cœur de ville ».



du Grand Figeac.

### AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, URBANISME ET PAYSAGE

Favoriser un aménagement du territoire cohérent à l'échelle supra-communale est une priorité forte de l'État. Les **ETUDES DE LA DDT**, dont la dernière réalisée en 2018 sur la consommation d'espace par l'urbanisation dans le Lot, sont en ligne sur [www.lot.gouv.fr](http://www.lot.gouv.fr). Le site internet de l'État propose également de nombreuses informations sur les documents d'urbanisme via une cartographie interactive ouverte au public.



## Œuvrer pour l'amélioration de l'offre de logement

On observe une légère reprise de l'activité de production de logements sociaux publics en 2018.

Le Conseil départemental a engagé la réalisation de 109 logements sociaux sur des crédits de l'État. Parallèlement, la production a été abondée par 29 logements bénéficiant de prêt social location accession.

À noter : la **DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE** au département pour la gestion des aides à la pierre a été renouvelée en 2018.

Par ailleurs, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Lot ne compte plus que 2 bailleurs sociaux (contre 3 auparavant).

**STABILITÉ SUR L'AMÉLIORATION DES LOGEMENTS DES PROPRIÉTAIRES OCCUPANTS**  
En 2018, 402 logements ont bénéficié d'une aide de l'Anah (à hauteur de 4 millions d'euros), afin de financer des travaux de **RENOUVELLEMENT ÉNERGÉTIQUE**, de mise en

accessibilité ou portant sur des logements indigènes ou très dégradés, permettant la remise en location de 38 logements (dont 26 conventionnés à loyer social). L'enveloppe de crédits consommés pour le financement des travaux s'élève à 4 M€.

La mise en œuvre locale des politiques de l'Anah est portée par le Grand Figeac sur la totalité de son territoire et le Grand Cahors sur le cœur de la ville centre. À ce titre, 230 000 € ont été consommés pour l'animation des opérations programmées.



Détail de la cathédrale Saint-Etienne de Cahors. © Creative Commons

## Accompagner les territoires vers la transition énergétique

À l'issue de la concertation départementale, l'État accompagne les territoires vers la transition énergétique au travers notamment :

- de la mise en œuvre des **PLANS CLIMAT, AIR, ÉNERGIE TERRITORIAUX (PCAET)**, qui doivent être pris en compte dans les documents d'urbanisme. Le Grand Figeac a arrêté son plan (un des premiers de la région Occitanie) au second semestre 2018. La DDT soutient les projets du Grand Cahors et de Cavallador, ainsi que le PNRCQ qui souhaite définir une **STRATÉGIE « PARC À ÉNERGIE POSITIVE »**.

- du **PÔLE « ÉNERGIES RENOUVELABLES DU LOT »** qui a soutenu trois porteurs de projets en 2018 et du réseau lotois de transition énergétique qui partage les bonnes pratiques avec les techniciens des collectivités.



### METTRE EN ŒUVRE LES POLITIQUES FORESTIÈRES ET ENVIRONNEMENTALES

La DDT a engagé une réflexion sur la déclinaison territoriale du plan national biodiversité lancé en juillet 2018.

L'étiage 2018, sévère et prolongé, a motivé plusieurs mesures de restrictions ou d'interdiction des usages de l'eau jusqu'à l'automne.

La DDT mène ses actions de police de l'environnement et de la forêt avec le souci permanent du dialogue

avec les acteurs concernés et la consolidation d'un plan de contrôle concerté, en lien avec le Parcquet. Le préfet a engagé une réflexion sur la structuration de la filière forêt-bois, en particulier dans le domaine énergétique.

La **Fédération des chasseurs** a associé la DDT à ses travaux pour la révision du schéma départemental de gestion cynégétique approuvé en mars 2019, avec une attention particulière portée à la sécurité et à la conciliation des usages.

Deux actions illustrent cet effort de planification : la mise en œuvre, en 2018, de deux schémas de cohérence territoriale (ceux de Cavallador et de Cahors et sud du Lot), ainsi que l'engagement de quatre nouvelles collectivités dans l'élaboration de plans locaux d'urbanisme intercommunaux (soit 7 sur 9).

Au titre de l'urbanisme opérationnel, l'État assure l'**ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DES PROJETS D'IMPORTANCE**, tels l'aménagement de l'entrée-sud de Cahors ou les extensions de la zone industrielle d'Herbemols à Figeac et du parc d'activités Quercypôle portée par le Grand Figeac.



### DRÔLE DES SOLS ET FISCALITÉ DE L'AMÉNAGEMENT

La DDT reste service instructeur d'un tiers des communes rurales du département. En 2018, 243 communes ont instauré la taxe d'aménagement, assise principalement sur la surface des constructions autorisées. 5 123 dossiers ont été instruits et 4 428 titres de perception émis pour un montant total de 3,2 millions d'euros.

### LE LABEL NATIONAL « ÉCOQUARTIER » RÉCOMPENSE AUSSI L'EXEMPLARITÉ RURALE

Avec le CAUE, le PNRCQ et l'UDAP la DDT promeut et accompagne les communes dans leurs démarches de qualité urbaine. Le 13 décembre 2018, la commune de Lacapelle-Cabanac a reçu le label Écoquartier pour la réalisation de son écoquartier et sa démarche globale d'attractivité.

Lacapelle-Cabanac a reçu le label Écoquartier.



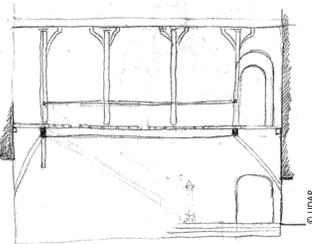
## Préserver et mettre en valeur l'architecture et le patrimoine locaux

En 2018, l'UDAP a traité, dans un délai moyen de 10 jours, un volume de **1 800 AUTORISATIONS DE TRAVAUX** en espace protégé et d'avant-projets.

L'UDAP et le CAUE ont apporté leur expertise à la DDT, service instructeur, dans l'instruction de 108 dossiers d'autorisation hors espaces protégés.

Outre les opérations d'investissement menées sous le contrôle de la DRAC, l'UDAP du Lot a suivi les travaux d'un montant global de 130 703 €, réalisés sur 16 monuments historiques classés.

La **CATHÉDRALE DE CAHORS**, domaine de l'État, a bénéficié d'une importante campagne d'entretien et d'investissement qui devrait perdurer dans les années à venir, portant sur la réfection de la couverture, ainsi que la mise en sécurité et sûreté de l'édifice en



Extrait des recommandations architecturales de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine des rendez-vous assurés pendant l'année 2018.

## Œuvrer pour la protection des ressources et pour l'agriculture

### LA NOUVELLE ORGANISATION DES COMPÉTENCES LOCALES SUR L'EAU

La mise en œuvre des lois MAPTAM et NOTRe entraîne une profonde réorganisation de l'exercice des compétences sur le **GRAND CYCLE DE L'EAU (GEMAPI)** et le **PETIT CYCLE DE L'EAU** (eau potable et assainissement). La cellule inter-services animée par la DDT a publié un guide sur le transfert des compétences eau et assainissement. De plus, depuis 2015, un travail sur la **CARTOGRAPHIE DES COURS D'EAU** (mis en ligne) facilite l'appropriation des enjeux de la loi sur l'eau par le public.

### LE SOUTIEN À LA POLITIQUE AGRICOLE

L'harmonisation des soutiens à l'installation en agriculture au sein de la région Occitanie a conduit dans le département à une revalorisation de la dotation jeune agriculteur qui s'est traduite en 2018 par une nette **AUGMENTATION DES DEMANDES D'AIDES À L'INSTALLATION** : 54 dossiers déposés contre 20 en 2017.

Les mesures d'accompagnement mobilisées jusqu'en 2018 pour soutenir les viticulteurs et les producteurs de noix et châtaignes durement touchés par le **GEL DU PRINTEMPS 2017** ont permis de soutenir la trésorerie des exploitations concernées. La reconnaissance de calamité agricole obtenue pour les régions impactées par la forte sécheresse de l'été 2018 permettra de venir en aide aux élevages impactés pour un montant de pertes estimé à 5 millions d'euros.

À la suite de la révision, engagée en 2016, des **ZONES DÉFAVORISÉES**, l'ensemble du territoire du Lot est à nouveau classé et donc éligible au soutien de la PAC visant à compenser les surcoûts liés au handicap naturel.

À noter, le retour progressif à la normale du calendrier de paiement des **AIDES DE LA PAC** en 2018 qui a concerné 3 475 bénéficiaires pour près de 81 millions d'euros. De plus, grâce au principe de convergence des aides, le niveau d'aide global de la « ferme Lot » a légèrement progressé.

Le développement de l'**AGRICULTURE BIOLOGIQUE** qui représente 8 % des surfaces cultivées dans le Lot se poursuit avec 408 exploitations déclarées en 2018 auprès de l'Agence Bio (soit +16% / 2017).



SERVIR NOS CONCITOYENS ET LES COLLECTIVITÉS

## L'État accompagne les collectivités

La **CARTE DE L'INTERCOMMUNALITÉ** est stabilisée. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les communes du Lot sont organisées en 9 EPCI à fiscalité propre, dont une communauté d'agglomération et 8 communautés de communes.



De plus, la dynamique des **COMMUNES NOUVELLES** (au nombre de 13) s'est poursuivie, notamment sur le territoire de la communauté de communes du Quercy blanc qui a vu 6 projets aboutir. Quatre entités ont été créées au 1<sup>er</sup> janvier 2019 : Cressensac-Sarracaz, Bargaonne-en-Quercy, Ported-Quercy et le Vignon-en-Quercy. Entre 2015 et 2019, le nombre de communes est ainsi passé de 340 à 313.

Enfin, le nombre de **SYNDICATS** a été rationalisé suite à la création de communes nouvelles, la structuration de la compétence GEMAPI autour de bassins hydrographiques cohérents, la réflexion sur la future gouvernance des compétences eau potable et assainissement des eaux usées et aux transferts de compétences issues de la Loi NOTRe.

Une nouvelle MSAP a été inaugurée à Gourdon en septembre 2018.



## MAINTENIR LA COHESION SOCIALE

### RÉFUGIÉS : LA VISITE DU PRÉFET REGNIER

Le délégué interministériel aux **RÉFUGIÉS** a présenté, le 7 septembre 2018, la stratégie nationale d'accueil et d'intégration des réfugiés aux acteurs lotois qui ont pu échanger sur les différents dispositifs mis en place localement : programme Accueil, apprentissage de la langue, intégration par le sport ou encore mesures spécifiques pour les jeunes de moins de 25 ans.

Des contrats de travail et de formation ont été signés entre des entreprises locales (Paprec et Pivaudran) et des réfugiés accompagnés par l'association Lot pour Toits.

Une rencontre a eu lieu avec l'association **Aurore**, chargée d'accompagner des **FAMILLES SYRIENNES RÉINSTALLÉES**, et les maires de ces communes d'accueil.



Le préfet Regnier, en visite à Cahors, le 7 septembre 2018.

### POLITIQUE DE LA VILLE

23 actions au profit de 11 porteurs de projets ont été accompagnées et soutenues financièrement au titre de la **POLITIQUE DE LA VILLE**, dans des domaines tels le sport, la culture, la parentalité, l'éducation, la citoyenneté, le lien social, l'emploi et le développement économique, dans le quartier de Terre-Rouge à Cahors.

### LA GESTION DES RESSORTISSANTS ÉTRANGERS

L'année 2018 a été marquée par l'accroissement des demandes des **RESSORTISSANTS BRITANNIQUES**, des dossiers de demande d'asile, des mesures d'éloignement et du contentieux.

Au-delà des migrants hébergés au CAO de Figeac, six communes de l'arrondissement ont accueilli 14 familles syriennes. Les communes et les services compétents travaillent de concert pour améliorer l'accueil de ces familles sur leur territoire.



Infirmeries et infirmiers de Cahors pendant la Première Guerre mondiale, photo présentée aux étudiants universitaires de Cahors.

L'**AIDE À LA PRATIQUE SPORTIVE** a vocation à permettre aux familles à faibles ressources de pratiquer une activité sportive. En 2018, le réseau des CCAS a distribué 67 630 € d'aides (dont 7 000 € financés par des entreprises privées) à l'inscription à un club de sport, au profit de 1 057 bénéficiaires.

## L'État soutient l'investissement des collectivités

L'État dans le Lot apporte 25 à 30 % des aides publiques au financement des projets d'investissement des collectivités dans le cadre de la DETR, de la DSIL et du FNAOT. Le soutien de l'État s'est élevé à 14,3 M€, permettant de cofinancer 231 PROJETS en 2018. La DETR restant le premier levier d'action en matière d'investissement auprès des collectivités.

**14 M€**  
de soutien de l'État

Quelques opérations « phares » financées en 2018 :

- complexe cinématographique de Cahors (DSIL pour 1,4 million €)
- centre de formation des apprentis, Grand Figeac (DSIL de 700 000 €)
- maison de santé pluridisciplinaire, Cauvaldor (DETR de 300 000 €)
- salle festive et culturelle de Pradines (DSIL de 400 000 € + DETR de 500 000 €).



Maison de santé pluridisciplinaire de Cauvaldor, à Souillac. © Christian Marbin

## Repenser les services au public en milieu rural

Dans le cadre de l'appui territorial, une nouvelle MSAP a été inaugurée à Gourdon en septembre 2018. L'animation des 18 MSAP du département se structure autour d'un réseau d'agents polyvalents. Un réseau a également été créé autour des tiers-lieux.

Par ailleurs, de nouveaux accords en matière de **TELEPHONE MOBILE** ont été signés dans le cadre de l'accord tripartite de janvier 2018.

L'**Hackélération**, organisé début avril 2018, a permis de travailler, le temps d'un week-end, sur des projets de **MOBILITÉ** dans le département du Lot, afin de proposer un projet « clés en main » à un jury réunissant, entre autres personnalités, le préfet et des élus locaux.

Une délégation **FRANCE STRATÉGIE** s'est rendue dans le

département, les 19 et 20 juin 2018, pour mieux appréhender les réalités et les enjeux structurels caractérisant le territoire lotois, tout en prenant la mesure de la richesse du vivier local d'innovations (démarche RH territoriale, MSAP, cluster d'entreprises « Mecanic Vallée »...).

Les 17 et 18 septembre 2018, les équipes de la **DINSCIC** ont animé des ateliers thématiques (subventions aux collectivités et aux associations, démarches des entreprises et des usagers) à destination des services publics et des territoires, afin de les sensibiliser aux enjeux de la **TRANSFORMATION NUMÉRIQUE**, de la dématérialisation et de la simplification des démarches.



Hervé Verdier, de la DRAC, à Cahors, le 14 septembre 2018 pour parler de transformation numérique.

## Moderniser et simplifier la vie des usagers

Un point d'**ACCUEIL NUMÉRIQUE** est désormais accessible dans chaque sous-préfecture, permettant aux usagers de faire leurs démarches en ligne, avec l'appui d'un agent d'accueil.

Dans le cadre de la mise en place du **PRÉLEVEMENT À LA SOURCE**, les usagers peuvent gérer, via le site [impots.gouv.fr](http://impots.gouv.fr), l'individualisation de leur taux, ne pas le communiquer à leur employeur ou opter pour le prélevement trimestriel. En 2018, la DDFIP a recensé 61 798 déclarations en ligne (+19 %). Les employeurs ont été accompagnés pour préparer la mise en œuvre de cette réforme fiscale. Depuis le 3 décembre 2018, le timbre fiscal (sauf pour les amendes) est dématérialisé.

## Le Rugby Quercy Féminin de Cahors, a été lancé le 8 mars 2018.



## L'État accompagne et sécurise l'emploi et l'économie

Le bilan de la convention tripartite 2015-2018 signée avec l'UNEDIC et Pôle emploi témoigne d'un très bon taux de satisfaction des demandeurs d'emploi pour le suivi de leur dossier (61,5% trouvent un emploi à l'issue d'une formation financée par Pôle emploi) et des employeurs pour le traitement de leurs demandes de recrutement (76,9%). Depuis 2015, le Lot a enregistré 10 214 retours à l'emploi, soit +13,2%.

L'**ÉTAT SÉCURISE ET FLUIDIFIE LES FLUX D'IMPORTATIONS/EXPORTATIONS**. L'action des douanes a permis de sécuriser les échanges commerciaux à l'international.

**555** Import (en millions d'euros)  
**463** Export (en millions d'euros)  
**1,4%** Part dans l'import global de la région  
**0,9%** Part dans l'export global de la région

**22,7%** IMPORTATIONS Fruits et légumes  
**13,3%** IMPORTATIONS Métaux non ferreux  
**25,9%** EXPORTATIONS Fruits et légumes  
**17,2%** EXPORTATIONS Aéronautique et spatiale

## EDUQUER ET FORMER

### L'accompagnement des jeunes

**11 573** élèves  
**188** écoles  
**78%** TAUX DE RÉUSSITE bac général  
**84%** TAUX DE RÉUSSITE bac technologique  
**77%** TAUX DE RÉUSSITE bac professionnel

Différents dispositifs participent à la **RÉUSSITE DE TOUS LES ÉLÈVES** :

- en matière de lutte contre le **DÉCROCHAGE** scolaire : généralisation de l'opération « devoirs faits » dans tous les collèges. 500 jeunes de plus de 16 ans sont suivis à Cahors et Figeac et l'atelier-relais départemental permet d'accueillir temporairement les collégiens en risque de marginalisation scolaire. L'ouverture du lycée nouvelle chance à Figeac à la rentrée de 2018 permet à 10 élèves décrocheurs de préparer un bac.
- **61 ÉLÈVES ALLOPHONES** nouvellement arrivants sont accueillis dans le 1<sup>er</sup> degré et bénéficient d'un enseignement de français / langue étrangère. 75 places

sont ouvertes pour des jeunes non scolarisés antérieurement issus de familles itinérantes.

- la prise en compte du **HANDICAP** se fait notamment via l'accueil en classe d'inclusion scolaire (180 places).

Le **DÉPLOIEMENT DU NUMÉRIQUE EDUCATIF** rencontre un vif succès dans le département : 36,3 % des écoles disposent d'un **ESPACE NUMÉRIQUE DE TRAVAIL** (2 fois plus qu'au plan national). En 2018, 26 projets de développement des usages du numérique ont été validés.

Une grande attention est également portée à la **QUALITÉ DE LA VIE SCOLAIRE** : la lutte contre le harcèlement est une priorité pour laquelle 2 référents ont été désignés.

Par ailleurs, le **SPORT SCOLAIRE** fédère de nombreux licenciés, soit plus d'un élève sur 4, tant dans le 1<sup>er</sup> degré que dans le 2<sup>nd</sup>.

Les **PARCOURS ÉDUCATIFS** s'élargissent à de nombreux partenaires :

- le parcours citoyen qui associe l'armée, mais également 25 personnes de la réserve citoyenne et 28 jeunes en service civique ;
- le parcours d'éducation artistique et culturelle, et notamment le chant chorale à l'école, avec le concours de l'ADDA du Lot ;
- l'éducation à l'environnement et au développement durable : 3 193 élèves du primaire ont été sensibilisés grâce à des actions conduites par le SYDED ou le PNRCQ.

Pour construire l'**ÉCOLE DE LA RURALITÉ DE DEMAIN**, l'État travaille avec les élus à adapter le RPI aux nouvelles réalités. C'est ainsi que, dans le cadre d'une **DÉMARCHÉ EXEMPLAIRE DE COOPÉRATION** avec les élus, le regroupement vers un pôle scolaire unique a vu le jour à **SAINT-SOZY**. L'État a financé, à hauteur de 30 %, ce nouveau RPI qui accueille, depuis la rentrée de septembre 2018, 84 élèves répartis au sein de 4 classes, de la maternelle jusqu'à la fin du primaire. L'école est équipée d'une cantine, d'un dortoir, d'une salle de motricité et une salle pour les activités pédagogiques.

Le RPI de Saint-Sozy a effectué sa première rentrée des classes en septembre 2018.



© DRESDRE/ELUCAT

## L'emploi : les chiffres repères

**8,7%** TAUX DE CHÔMAGE dans le Lot  
**8,5%** en France  
**10,7%** en Occitanie  
**14 270** DEMANDEURS D'EMPLOI  
**46,6%** CHÔMEURS DE LONGUE DURÉE

Le taux de chômage des jeunes, tout comme celui des 25/49 ans, sont stables sur un an, mais évoluent différemment entre hommes et femmes, au détriment de ces dernières.

**602** emplois perdus en un an  
**23** entreprises soutenues par l'État  
**34 924** heures indemnisées

## Le plan d'investissement dans les compétences (PIC)



Reposant sur le principe d'une société de compétences, le **PIC** défend la construction de **PARCOURS** professionnels adaptés aux besoins des populations et doit permettre la formation et l'accompagnement vers l'emploi, via la formation, des demandeurs d'emploi peu qualifiés et des jeunes décrocheurs.

Dans le Lot, cela s'est traduit par la transformation des contrats d'accès à l'emploi **EN PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES**. Il reste que 304 contrats ont été signés (pour un objectif de 346), offrant au département le meilleur taux de réalisation en région, au profit des seniors (48%) et des travailleurs handicapés (30%).

Par ailleurs, la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel veut faire de l'**APPRENTISSAGE** un parcours de réussite, véritable levier pour accéder durablement au marché du travail. Dans le Lot, 809 contrats d'apprentissage ont été signés en 2018 : 327 dans le ressort de la CCI,

Figeac est pôle lotois de la **Mecanic Vallée**.



Hélicoptères exposés, Entreprise Rabier Figeac.

### L'ÉTAT SOUTIEN LES ENTREPRISES POUR DÉVELOPPER L'EMPLOI

La DDFIP a instruit 1 690 demandes ayant donné lieu au remboursement de 16,39 millions d'euros de crédit d'impôt compétitivité emploi. Des dégrèvements de taxe foncière ont également été accordés suite au gel d'avril 2017 (pour 105 764 €) et à la sécheresse de l'été 2018 (pour 2 262 761 €). Enfin, l'**EXAMEN DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DES ENTREPRISES** a donné lieu à 3 plans d'apurement des dettes fiscales et sociales.

FAVORISER L'EMPLOI ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

AMÉNAGER LE TERRITOIRE ET PROTÉGER LE CADRE DE VIE

